

L'agenda du suicide occidental en profondeur



[Source : plumenclume.org]

Par F. William Engdhal, 9 mars 2020

La décision du président russe d'ordonner une action militaire dans l'Ukraine voisine à partir du 24 février 2022 en a choqué plus d'un, y compris moi-même. La question qui se pose à ce stade, près de deux semaines après le début de l'action militaire des forces russes et autres en Ukraine, est de savoir ce qui a poussé la Russie à s'engager dans ce que les médias occidentaux décrivent comme une guerre d'agression unilatérale et injustifiée. Une menace publique proférée par le président ukrainien et comédien Volodymyr Zelensky le 19 février, lors de réunions avec des responsables de haut niveau de l'OTAN et d'autres participants à la conférence annuelle sur la sécurité de Munich, fournit un indice largement ignoré sur les actions de Moscou. En outre, des rapports plus récents faisant état de l'existence de nombreux laboratoires d'armes biologiques du Pentagone américain en Ukraine ajoutent aux menaces de fond. Moscou pensait-il que la Russie était confrontée à une réalité de type « do-or-die » [si tu ne fais rien tu es mort] ?

Un peu d'histoire essentielle

Le conflit actuel en Ukraine trouve son origine dans les années 1990 et dans l'effondrement de l'Union soviétique soutenu par les États-Unis. Au cours des pourparlers de haut niveau du traité Deux + Quatre relatifs à la réunification de l'Allemagne en 1990, pourparlers entre le secrétaire d'État américain James Baker III et le dirigeant soviétique de l'époque, Mikhaïl Gorbatchev, ainsi que la France, le Royaume-Uni et le gouvernement ouest-allemand, au sujet de la réunification de l'Allemagne, Baker avait promis verbalement que l'OTAN ne se déplacerait pas « d'un pouce » vers l'Est pour menacer les anciens territoires soviétiques, en échange de l'autorisation par l'URSS de la réunification de l'Allemagne au sein de l'OTAN.

Pendant des années, Washington a menti au sujet de cet échange, alors que les pays de l'ancien Pacte de Varsovie, dont la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Hongrie et les États baltes, ont été intégrés à l'OTAN les uns après les autres et [l'OTAN s'est ainsi] rapproché [géographiquement] de la Russie. Récemment, Poutine a invoqué l'accord Baker de 1990 pour justifier

les exigences russes selon lesquelles l'OTAN et Washington doivent donner des garanties juridiques contraignantes [autour de la promesse que l'Ukraine, pas plus que les autres pays du Pacte de Varsovie,] ne serait jamais admise dans l'alliance de l'OTAN. Jusqu'à présent, Washington a catégoriquement refusé de le faire.

Le discours de Poutine à Munich en 2007

Lors de la conférence annuelle de Munich sur la sécurité de 2007, alors que l'administration Bush-Cheney avait annoncé son intention d'installer des systèmes américains de défense antimissile en Pologne, en Roumanie et en République tchèque pour « se prémunir contre des États voyous comme la Corée du Nord ou l'Iran », le président russe Poutine fit une critique cinglante des mensonges des États-Unis et de la violation de leurs assurances de 1990 concernant l'OTAN. À cette époque, dix anciens États communistes de l'Est avaient déjà été admis dans l'OTAN en dépit des promesses faites par les États-Unis en 1990. En outre, l'Ukraine et la Géorgie étaient toutes deux candidates à l'adhésion à l'OTAN à la suite des révolutions de couleur menées par les États-Unis dans ces deux pays en 2003-2004. Poutine a fait valoir à juste titre que les missiles américains visaient la Russie, et non la Corée du Nord ou l'Iran.

Dans ses remarques à Munich en 2007, Poutine a déclaré à son public occidental : « Il s'avère que l'OTAN a placé ses forces de première ligne à nos frontières, alors que nous continuons à remplir strictement les obligations du traité et ne réagissons pas du tout à ces actions. Je pense qu'il est évident que l'expansion de l'OTAN n'a aucun rapport avec la modernisation de l'Alliance elle-même, ni avec la garantie de la sécurité en Europe. Au contraire, elle représente une grave provocation qui réduit le niveau de confiance mutuelle. Et nous sommes en droit de demander : contre qui cette expansion est-elle destinée ? Et qu'est-il advenu des assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient ». Poutine a ajouté :

« Mais je vais me permettre de rappeler à ce public ce qui a été dit. Je voudrais citer le discours du secrétaire général de l'OTAN, M. Woerner, à Bruxelles le 17 mai 1990. Il avait déclaré à l'époque que : « le fait que nous soyons prêts à ne pas placer une armée de l'OTAN en dehors du territoire allemand donne à l'Union soviétique une solide garantie de sécurité ». Où sont-elles, ces garanties ? »

C'était il y a 15 ans.

[Voir aussi :
En pleine guerre de l'Ukraine, l'OTAN rattrapé par la vérité]

Le coup d'État de la place Maidan en 2014

En novembre 2013, une Ukraine économiquement corrompue et chancelante, sous la direction du président élu et également très corrompu Viktor Ianoukovitch, annonçait que, plutôt que d'accepter une association « spéciale » avec l'UE, l'Ukraine accepterait une offre beaucoup plus généreuse de Moscou pour rejoindre l'Union économique eurasienne dirigée par Moscou. La Russie avait accepté de réduire de 30 % le prix du gaz russe à destination de l'Ukraine et d'acheter pour 15 milliards de dollars d'obligations ukrainiennes afin d'atténuer la crise financière de Kiev.

À ce moment-là, le 21 novembre, Arseniy Yatsenyuk, l'homme choisi par Victoria Nuland de Washington et l'ambassadeur de Kiev Geoffrey Pyatt, ainsi que le vice-président de l'époque Joe Biden, ont lancé ce qu'on a appelé les manifestations de la place Maidan contre le régime de Ianoukovitch soutenu par les ONG américaines. Le 20 février 2014, après que des tireurs d'élite organisés par la CIA, qui auraient été recrutés dans la Géorgie voisine, ont tué des dizaines d'étudiants manifestants et aussi des policiers, ce qui a conduit Ianoukovitch à fuir, Yatsenyuk est devenu Premier ministre dans un gouvernement dirigé par les États-Unis, trié sur le volet par Nuland et Biden, entre autres.

Plus tard, en décembre 2014, dans une interview accordée à un journal russe, George Friedman de Stratford, une société privée de conseil au Pentagone et à la CIA entre autres, déclarait à propos du changement de régime de Kiev de février 2014 mené par les États-Unis :

« La Russie appelle les événements qui ont eu lieu au début de cette année un coup d'État organisé par les États-Unis. Et c'était vraiment le coup d'État le plus flagrant de l'histoire. »

Et il s'en félicitait, dans cette interview.

Ce régime putschiste de Kiev a procédé après le 22 février 2014 à une guerre d'extermination et de nettoyage ethnique des russophones dans l'est de l'Ukraine, dirigée dans une large mesure par une armée privée de néo-nazis, littéralement néo-nazis, du « Secteur droit » (interdit en Russie), les mêmes qui ont assuré la sécurité de la place Maidan et lancé un règne de terreur contre les Ukrainiens russophones. Des bataillons ont été formés de mercenaires néo-nazis. Ils ont reçu le statut officiel de soldats de la « Garde nationale ukrainienne », le bataillon Azov, financé par le patron de la mafia ukrainienne et oligarque milliardaire, Ihor Kolomoisky, qui est le soutien financier de Zelenskyy en tant que président. Les soldats d'Azov arborent même des runes SS ouvertes comme logo. En 2016, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a accusé le bataillon Azov, officiellement élevé au rang de régiment en janvier 2015, de commettre des crimes de guerre tels que des pillages massifs, des détentions illégales et des actes de torture.

Aujourd'hui, Victoria Nuland est la sous-secrétaire d'État aux affaires politiques de Biden, responsable des affaires ukrainiennes et russes. Elle sait parfaitement ce qu'est le bataillon Azov.

[Voir aussi :
Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens]

Zelenskyy et Munich 2022

Le 19 février 2022 à Munich, le président ukrainien Zelenskyy profère sa menace de déployer des armes nucléaires sur le territoire ukrainien. Il a exprimé cette menace comme une révocation unilatérale du Mémorandum de Budapest de 1994, bien que l'Ukraine n'ait pas été signataire de l'accord. Deux jours plus tard, dans la soirée du 21 février, Poutine prononçait son discours reconnaissant l'indépendance souveraine des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. Il faisait explicitement référence à l'engagement de Zelenskyy à Munich en matière d'armes nucléaires: « Ce n'est pas une bravade creuse », insistait Poutine dans son discours.

Le 6 mars, l'agence de presse d'État moscovite RAI Novosti citait une source haut placée des services de renseignement extérieurs du SVR russe, qui a fourni des détails sur un projet secret de l'Ukraine, qui bénéficierait d'un soutien occidental secret essentiel, visant à doter l'Ukraine d'une capacité de missiles nucléaires et d'une bombe atomique, en violation flagrante du traité de non-prolifération nucléaire. Selon le rapport, les scientifiques nucléaires ukrainiens dissimulaient les travaux déjà entrepris en les situant près des niveaux de radiation élevés du site du réacteur nucléaire de Tchernobyl, ce qui explique les mesures rapides prises par la Russie pour sécuriser Tchernobyl. « C'est là, à en juger par les informations disponibles, que des travaux étaient en cours à la fois sur la fabrication d'une bombe « sale » et sur la séparation du plutonium », cite la source de *RIA Novosti*. Le principal centre de recherche sur les bombes était situé au Centre scientifique national, « Institut de physique et de technologie de Kharkov ». À l'heure où nous écrivons ces lignes, de violents combats sont en cours entre les forces russes et les combattants ukrainiens néo-nazis d'Azov, qui auraient l'intention de faire sauter le site du réacteur de recherche et d'en rejeter la responsabilité sur la Russie. La bataille pour le contrôle de la grande centrale nucléaire de Zaporizhzhia fait aussi apparemment partie de la tentative pour dissimuler le projet illégal de bombe en Ukraine.

Il s'avère donc clairement que Poutine avait de sérieuses raisons de réagir à la menace nucléaire ukrainienne. Un missile nucléaire ukrainien situé à moins de six minutes de Moscou représenterait un danger existentiel, que l'Ukraine soit membre de l'OTAN ou non.

[Voir aussi :
Halte au délire occidental sur cette prétendue attaque russe contre la

centrale nucléaire de Zaporodje, entre le Donbass et la Crimée !]

Un énorme renforcement militaire – Guerre biologique ?

Il y a plus. Il y a un an, la presse ukrainienne a fait état de nouvelles bases navales de facto de l'OTAN construites par l'Occident à Ochakov et Berdyansk, les qualifiant d' »infrastructures modernes capables d'accueillir des navires de tous types, équipés selon les normes de l'OTAN et construites avec l'argent des pays de l'alliance ». Les médias se sont vantés :

« Dans trois ans, nous serons en mesure de frapper les navires russes en mer Noire avec notre flotte de moustiques. Et si nous nous combinons avec la Géorgie et la Turquie, la Fédération de Russie sera bloquée », annoncent triomphalement les experts militaires ukrainiens. «

En outre, le Pentagone américain disposait d'installations secrètes, de huit unités au moins, peut-être étendues jusqu'à 30 laboratoires de recherche top secret en matière d'armes biologiques à travers l'Ukraine, afin de tester l'ADN de quelque 4 000 volontaires militaires. Une fois que les soldats russes ont pris des mesures pour sécuriser les preuves, l'ambassade des États-Unis à Kiev a supprimé de son site Internet toute mention de ces sites, et les Ukrainiens auraient pris des mesures pour détruire les preuves de l'existence de ces laboratoires. Les laboratoires ukrainiens de Kharkiv et d'ailleurs fonctionnaient en coopération avec les États-Unis. Des stocks d'armes y étaient stockés secrètement, en violation directe des conventions internationales.

Un mois entier avant l'action militaire russe du 24 février en Ukraine, Dilyana Gaytandzhieva, chercheuse indépendante en guerre biologique, a obtenu des documents détaillant « les expériences biologiques du Pentagone américain avec un résultat potentiellement mortel sur 4 400 soldats en Ukraine et 1 000 soldats en Géorgie ». Selon les documents divulgués, tous les décès de volontaires devaient être signalés dans les 24 h (en Ukraine) et 48 h (en Géorgie) ». Elle détaille les expériences humaines, qui comprennent des tests d'anticorps contre quelque 14 agents pathogènes, dont la fièvre hémorragique de Crimée-Congo, l'espèce *Borrelia* (maladie de Lyme) et d'autres. Selon les documents, les laboratoires d'Ukraine et de Géorgie font partie d'un programme d'engagement biologique du Pentagone « d'un montant de 2,5 milliards de dollars de la Defense Threat Reduction Agency (DTRA), qui comprend des recherches sur les agents biologiques, les virus mortels et les bactéries résistantes aux antibiotiques. »

Le 6 mars, dans une déclaration à la *RAI Novosti* officielle de Moscou, le major-général Igor Konashenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense, a déclaré qu'ils avaient reçu des documents « d'employés de laboratoires biologiques ukrainiens confirmant que des composants d'armes biologiques étaient bien développés en Ukraine, à proximité immédiate du

territoire russe ». Il a noté :

« Au cours d'une opération militaire spéciale, les preuves d'un nettoyage d'urgence par le régime de Kiev des traces d'un programme biologique militaire mis en œuvre en Ukraine, financé par le ministère américain de la Défense, ont été découvertes. »([1] Sur le scandale qui éclate aux USA, voir <https://reseauinternational.net/sur-fox-news-tucker-carlson-et-tulsi-gabbard-denoncent-la-presence-en-ukraine-de-laboratoires-biologiques-finances-par-les-usa-tolle-dans-des-medias-u-s/>))

Outre ces preuves du placement d'armes nucléaires et biologiques à l'intérieur de l'Ukraine au cours des dernières années, les pays occidentaux membres de l'OTAN ont déversé des milliards de dollars d'équipements militaires, y compris des armes antichars et des explosifs, en Ukraine, tandis que Zelensky, dont l'opposition dit qu'il se cache à l'ambassade des États-Unis à Varsovie, appelle à plusieurs reprises à la création d'une zone d'exclusion aérienne de l'OTAN au-dessus de l'Ukraine, un acte qui serait un *casus belli* direct de la guerre entre la Russie et l'OTAN, une guerre qui pourrait rapidement devenir nucléaire ou plus.

[Voir aussi :

- Le Conseil de sécurité et les laboratoires biologiques ukrainiens
- L'OMS a demandé à l'Ukraine de détruire les « agents pathogènes à haute menace » dans les laboratoires pour prévenir la propagation des maladies
- Poutine ordonne à l'armée de détruire les laboratoires biologiques en Ukraine alors que les États-Unis éliminent les preuves de leur existence]

La question est de savoir si cette provocation de la sécurité nationale russe par Washington et l'OTAN depuis des années, via l'Ukraine, vise à détruire la viabilité de la Russie en tant que nation souveraine et puissance militaire. S'agit-il d'une manœuvre calculée pour utiliser les sanctions contre la Russie afin de provoquer un effondrement mondial et des crises énergétiques, des pénuries alimentaires et pire encore, tout cela pour faire avancer le programme de la Grande Réinitialisation de Davos 2030 ? Accuser le « méchant Poutine » et la Russie pendant que BlackRock et les puissances financières réorganisent le monde ? Il est trop tôt pour le dire, ([2] Bernard Wicht, expert en stratégie militaire, estime que Poutine a déjà gagné la guerre au niveau de l'information, et des enjeux systémiques, mais que les USA en ont gagné une autre, celle de la communication, et qu'ils ont réussi à instaurer un divorce durable entre L'UE et la Russie. Voir https://www.heidi.news/articles/opinion-vladimir-poutine-aurait-il-deja-gagne-la-guerre?utm_source=facebook&utm_) mais ce qui est certain, c'est que ce qui a motivé l'action de la Russie le 24 février 2022 devait être bien plus grave que ce que CNN ou d'autres médias occidentaux contrôlés nous disent.

<http://www.williamengdahl.com/englishNE09Mar2022.php>

Traduction et notes : MP

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier, il est diplômé en politique de l'Université de Princeton et c'est un auteur à succès sur le pétrole et la géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne « New Eastern Outlook ».
